

## TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1.	CADRE DE LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE .....	3
1.1	PRINCIPE ET ELABORATION DE LA DEMARCHE DE D'AUTORISATION UNIQUE	3
1.2	CADRE DE LA PROCEDURE .....	3
1.3	REPERES .....	4
CHAPITRE 2.	CONTENU DE LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE ....	5
2.1	LOI SUR L'EAU .....	5
2.2	ETUDE D'IMPACT.....	5
2.3	DEROGATION LIEES A LA PRESENCE D'ESPECES PROTEGEES ET DOSSIER NATURA 2000 .....	8
2.4	AU-DELA DE LA DAU.....	8
2.5	OPERATION TRANSFRONTALIERE .....	9

## PREAMBULE

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan État-Région Hauts-de-France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet du présent dossier, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique, au niveau du pont de Menin), soit un linéaire d'environ 16,5 km. Cette section de la Lys est dite mitoyenne de par sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Cette étude porte sur les travaux réalisés sur le territoire français par les trois maîtres d'ouvrages : VNF, Service Public de Wallonie et Waterwegen en Zeekanaal.

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin consiste essentiellement à une augmentation du gabarit de la voie d'eau par un élargissement et un approfondissement, soit des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage.

## CONTENU DE LA PIECE 2

Le présent document constitue la pièce 2 de la demande d'autorisation unique relative au projet de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin.

Cette pièce présente le cadre réglementaire de la présente demande d'autorisation unique, et de chacune des pièces la constituant.

## CHAPITRE 1. CADRE DE LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE

### 1.1 PRINCIPE ET ELABORATION DE LA DEMARCHE DE D'AUTORISATION UNIQUE

L'expérimentation de l'autorisation unique "loi sur l'eau" (= IOTA, Installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la loi sur l'eau) a été mise en œuvre par un décret du 1er juillet 2014.

Elle permet de regrouper dans un arrêté préfectoral unique, délivré dans un délai-cible de 10 mois, l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les autres autorisations environnementales relevant de l'Etat : modification d'une réserve naturelle nationale, modification d'un site classé, dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés, autorisation de défrichement.

Cette expérimentation est menée depuis mai 2014 dans les régions Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

La Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte l'a généralisée à l'ensemble du territoire national depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

La Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite Loi Macron) habilite le Gouvernement à pérenniser le dispositif.

### 1.2 CADRE DE LA PROCEDURE

Pour les installations, ouvrages, travaux et activités (dits IOTA) soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, une procédure unique intégrée est mise en œuvre, conduisant à une décision unique du préfet de département, et regroupant l'ensemble des décisions de l'État relevant :

- du code de l'environnement : autorisation au titre de la loi sur l'eau, au titre des législations des réserves naturelles nationales et des sites classés et dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés ;
- du code forestier : autorisation de défrichement.

Cette expérimentation est menée sans préjudice de l'entrée en vigueur sur l'ensemble du territoire national du décret n° 2014-750 du 1er juillet 2014 harmonisant les dispositions de police de l'eau applicables aux installations hydroélectriques, l'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau valant autorisation au titre du code de l'énergie (hors concession).

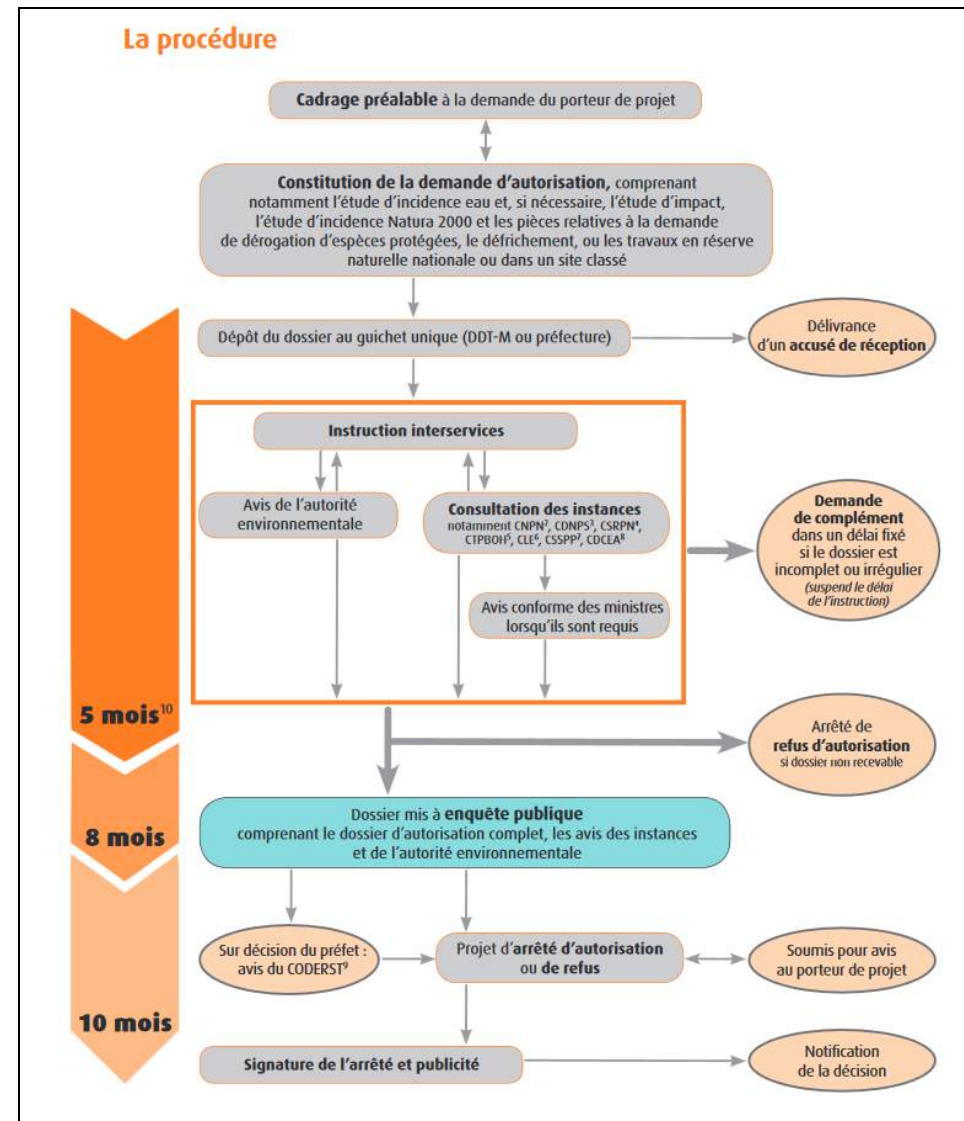
### 1.3 REPERES

Sur la base de l'habilitation législative (article 15 de la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014), le Gouvernement a produit :

- l'ordonnance n°2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à une autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement ;
- le décret d'application n°2014-751 du 1er juillet 2014.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte étend l'expérimentation d'une autorisation unique pour les projets soumis à une autorisation au titre de la loi sur l'eau sur l'ensemble du territoire national.

Cette expérimentation s'inscrit dans le programme de simplification des démarches administrative et des normes législatives et réglementaires du comité interministériel pour la modernisation de l'administration publique (CIMAP) et également dans la feuille de route gouvernementale de modernisation du droit de l'environnement, à l'initiative du ministère de l'Écologie.



## CHAPITRE 2. CONTENU DE LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE

### 2.1 LOI SUR L'EAU

→ Le projet est soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'eau dans le cadre de l'article R214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6.

Le tableau page suivante présente l'analyse des caractéristiques du projet par rapport aux différentes rubriques potentiellement concernées, figurant à l'article R214-1.

#### Les textes :

Articles L210-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et plus particulièrement les articles L214-1 et suivants relatifs aux activités, installations et usage

Articles R211-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et plus particulièrement les articles R214-1 et suivants relatifs aux activités, installations et usage

### 2.2 ETUDE D'IMPACT

Le Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes a modifié le tableau relatif aux catégories de projets soumis à étude d'impact ou demande d'examen au cas par cas.

→ Le recalibrage de la Lys mitoyenne est soumis à étude d'impact, dans le cadre des rubriques 10 et 21 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement :

Rubrique 10 : Travaux, ouvrage et aménagements sur le domaine public maritime et sur les cours d'eau

Sont soumis à demande d'étude d'impact:

Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes.

Rubrique 21 : Extraction de minéraux ou sédiments par dragage marin ou retrait de matériaux lié au curage d'un cours d'eau.

Sont soumis à étude d'impact :

Entretien de cours d'eau ou de canaux soumis à autorisation au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

*Rappel : Dans le cadre des nouvelles rubriques 9,10 et 25 de l'annexe de l'article R122-2 modifiées par le décret 2016-1110 du 11 août 2016 (9 Infrastructures portuaires, maritimes et fluviales, 10° Canalisation et régularisation des cours d'eau, et 25° Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial), la présente opération était soumise à étude d'impact au titre de la première rubrique.*

#### Les textes :

Articles L. 122-1 et suivants du code l'environnement relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements (modifiés par l'Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes).

Articles R. 122-1 et suivants du code l'environnement relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements (modifiés par le Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes).

#### Les trois maîtres d'ouvrage :

Des travaux sur les trois sections concernant le territoire français, l'autorisation doit être obtenues au bénéfice des trois maîtres d'ouvrages : VNF, SPW et W&Z. VNF est porteur du projet et donc interlocuteur pour les services instructeurs pour le compte des deux autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Ainsi, le présent dossier précise les responsabilités de chacun pour toutes les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, notamment en phase chantier sur le territoire français.

*Un seul dossier d'autorisation unique est déposé pour le compte des trois Maîtres d'Ouvrage dont VNF est le représentant et le mandataire*

*NB - Chaque Maître d'Ouvrage est responsable de l'application des mesures en phase chantier.*

*Par ailleurs, VNF est responsable de l'application et du suivi des mesures compensatoires, pour son compte et au titre des 2 autres Maîtres d'ouvrage.*

Rubrique	Désignation de la rubrique	Projet soumis à	Phase du projet
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	<b>Déclaration</b>	Mise en place de piézomètres pour la surveillance de la nappe <i>A fait l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'eau spécifique, avis favorable émis le 22/02/2016</i>
3.1.1.0.	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° Un obstacle à la continuité écologique (A) ou (D) a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).  Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	<b>Non concerné</b>	Travaux de curage dans le lit mineur ne constituant pas d'obstacle à l'écoulement des crues, et pas de crue identifiée sur le secteur. Pas d'obstacle à la continuité écologique : Réalisation de la passe à poissons de Comines = restauration d'une continuité écologique, grâce à une rivière de contournement de l'écluse
3.1.2.0.	Installation, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0., ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m.	<b>Autorisation</b>	Recalibrage du lit de la Lys par dragage du fond et élargissement en berges, sur un linéaire de 16 km.
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m	<b>Autorisation</b>	Linéaire de berges modifiées en France par défenses de berge en gabion, enrochements et palplanches sous eau de 9 775 mètres.
3.1.5.0.	Installation, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens sur plus de 200 m² .	<b>Autorisation</b>	Recalibrage de la Lys entraîne la destruction de 3 à 4 ha d'herbiers aquatiques sur tout le linéaire dont 50% en France.
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation (supprimé au 1 janvier 2012), des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0., le volume des sédiments extraits au cours d'une année est 1° Supérieur à 2 000 m³ (A) 2° Inférieur ou égal à 2 000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2 000 m³, dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D)	<b>Autorisation</b>	Volume de sédiments à extraire en France = 105 000 m³
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	<b>Non concernée</b>	La Lys mitoyenne canalisée est endiguée, et ne déborde pas sur le linéaire concerné, lit majeur = lit mineur.
3.3.1.0.	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	<b>Déclaration</b>	Destruction de 7 520 m² de zones humides.

*Le recalibrage de la Lys mitoyenne est soumis à autorisation au titre des rubriques : 3.1.2.0., 3.1.4.0., 3.1.5.0., 3.2.1.0. et 3.3.1.0.*

## 2.3 DEROGATION LIEES A LA PRESENCE D'ESPECES PROTEGEES ET DOSSIER NATURA 2000

→ Le projet est soumis à une demande de dérogation au titre de l'article L411-2 du Code de l'Environnement du fait de la présence d'espèces protégées (Flore : Angélique officinale, faune : amphibiens, oiseaux, mammifères, chiroptères).

→ Le projet est soumis à étude d'incidence Natura 2000 au titre de l'article L414-1 et R414-19 à 26 du Code de l'Environnement, au regard de la présence à proximité immédiate de la Zone de Protection Spéciale et Zone Spéciale de conservation : Site BE32001 « Vallée de la Lys » située intégralement en territoire belge

### ■ LE CODE FORESTIER :

→ Le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement au titre de l'Article L211-1 du Code Forestier, dont le paragraphe II indique « cessent de relever du régime forestier les bois et forêts de l'État mis à disposition d'une administration de l'État ou d'un établissement public national pour l'exercice de leurs missions ».

## 2.4 AU-DELA DE LA DAU

→ Le projet est soumis à une mise en compatibilité des documents d'urbanisme, selon les articles L.123-14 et suivants et R.123-23-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

En effet, le PLUi de la Métropole Européenne de Lille voit son règlement de la zone NE amendé et ses emplacements réservés modifiés pour les communes concernées par le projet.

→ Une Déclaration d'Utilité Publique est nécessaire pour permettre les acquisitions nécessaires à la réalisation des travaux.

La procédure d'expropriation permet à une collectivité territoriale ou un établissement public de s'approprier des biens immobiliers privés, afin de réaliser un projet d'aménagement dans un but d'utilité publique. Cette procédure est nécessaire en vertu du code civil qui prévoit (article 545) que "nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité".

Néanmoins, une opération d'expropriation ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

La procédure d'expropriation se décompose en deux phases :

1- la phase administrative dont la finalité est la déclaration d'utilité publique du projet prononcée par arrêté préfectoral (enquête d'utilité publique) et la détermination des parcelles à exproprier définies par un arrêté préfectoral de cessibilité (enquête parcellaire) ;

2- la phase judiciaire, qui correspond à la procédure de transfert de propriété des biens et d'indemnisation des propriétaires. Cette procédure est instruite par le juge de l'expropriation dès la transmission du dossier administratif finalisé par le préfet au juge de l'expropriation.

Préalablement à la réalisation de l'opération, le projet doit donc être Déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral. Cette déclaration sera faite suite à une Enquête Préalable, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles L 11-4) et du code de l'environnement. Il s'agit d'une enquête publique unique.

Conformément à l'article L. 153-54 du Code de l'Urbanisme, la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme peut intervenir dès lors que l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme. La DUP emporte alors approbation des nouvelles dispositions de ces documents.

*L'enquête publique doit donc porter à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.*

#### ■ ENQUETE PUBLIQUE

Le projet est donc soumis à enquête publique :

- Au titre du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article L 11-4) et enquête parcellaire (Article R131-3) ;
- Au titre du Code de l'Environnement dans le cadre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (Article R123.-1 et suivants).
- Au titre de la Demande d'Autorisation Unique

Ces enquêtes publiques seront réalisées conjointement.

#### ■ ENQUETE PARCELLAIRE

*Articles R. 11-19 et suivants du code de l'expropriation*

L'expropriation pour cause d'utilité publique nécessite également une autre enquête publique, dite « enquête parcellaire » qui a pour objet de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise du projet et d'identifier avec exactitude les propriétaires. Elle est menée conformément aux articles R. 11-19 et suivants du code de l'expropriation.

L'enquête parcellaire est ici menée conjointement à celle sur l'utilité publique, sur la base de l'article R. 11-21 du code de l'expropriation. Le préfet prend alors un arrêté d'ouverture conjoint pour les deux enquêtes, un seul commissaire est nommé, mais il rendra deux rapports et avis distincts : sur l'utilité publique, ainsi que sur l'enquête parcellaire.

## 2.5 OPERATION TRANSFRONTALIERE

Voir en annexe 1 les trois conventions franco-belges :

- Une convention cadre, signée au niveau étatique, qui précise les engagements de chaque pays ainsi que la répartition de la maîtrise d'ouvrage
- Une convention d'exécution, signée au niveau des MOA, qui précise les modalités d'application de la convention cadre pour les travaux du recalibrage de la Lys mitoyenne
- Une convention d'entretien et d'exploitation, signée entre les gestionnaires de voies navigables, qui précisent les modalités d'entretien et d'exploitation (pendant les travaux de recalibrage et au-delà).

Les trois territoires concernés par le linéaire recalibré ont chacun leur propre réglementation relative aux autorisations administratives nécessaires aux projets d'aménagement du territoire. De plus, la répartition de la maîtrise d'ouvrage correspondant à des tronçons et non à des territorialités, les autorisations obtenues sur un territoire donné devront être obtenues au bénéfice des maîtres d'ouvrages porteurs de travaux sur ce territoire :

- Autorisations wallonnes → au bénéfice des Moa français et wallons (VNF et SPW)
- Autorisations flamandes → au bénéfice du Moa flamand (W&Z)
- Autorisations françaises → au bénéfice des 3 Moa (VNF, SPW et W&Z)

Par ailleurs, chaque tronçon sur un territoire donné génère des impacts transfrontaliers qu'il convient de traiter dans le cadre de la convention d'ESPOO.

Enfin, l'article 18 de la convention cadre entre la France et la Belgique, relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deulémont en France et Menin en Belgique, prévoit que « chacune des parties contractantes traite les déchets résultants de l'exécution des travaux dont elle a la charge suivant les modalités régissant sur son territoire le traitement des dits déchets.

Ces modalités respectent la législation de l'Union Européenne en matière de gestion des déchets. » Cet article fait office d'accord international de transfert de déchets, autorisés dans la cadre de la législation européenne.

Ainsi chaque maître d'ouvrage est responsable de la gestion des matériaux excédentaires générés sur sa section.

Le présent dossier portant uniquement sur les travaux réalisés en France, et nécessitant des autorisations françaises, les procédures belges passées, en cours ou à venir sont présentés en annexe.

*📁 Voir annexe 13 - Synthèse des procédures franco-wallonne-flamande sur le périmètre du recalibrage de la Lys mitoyenne*